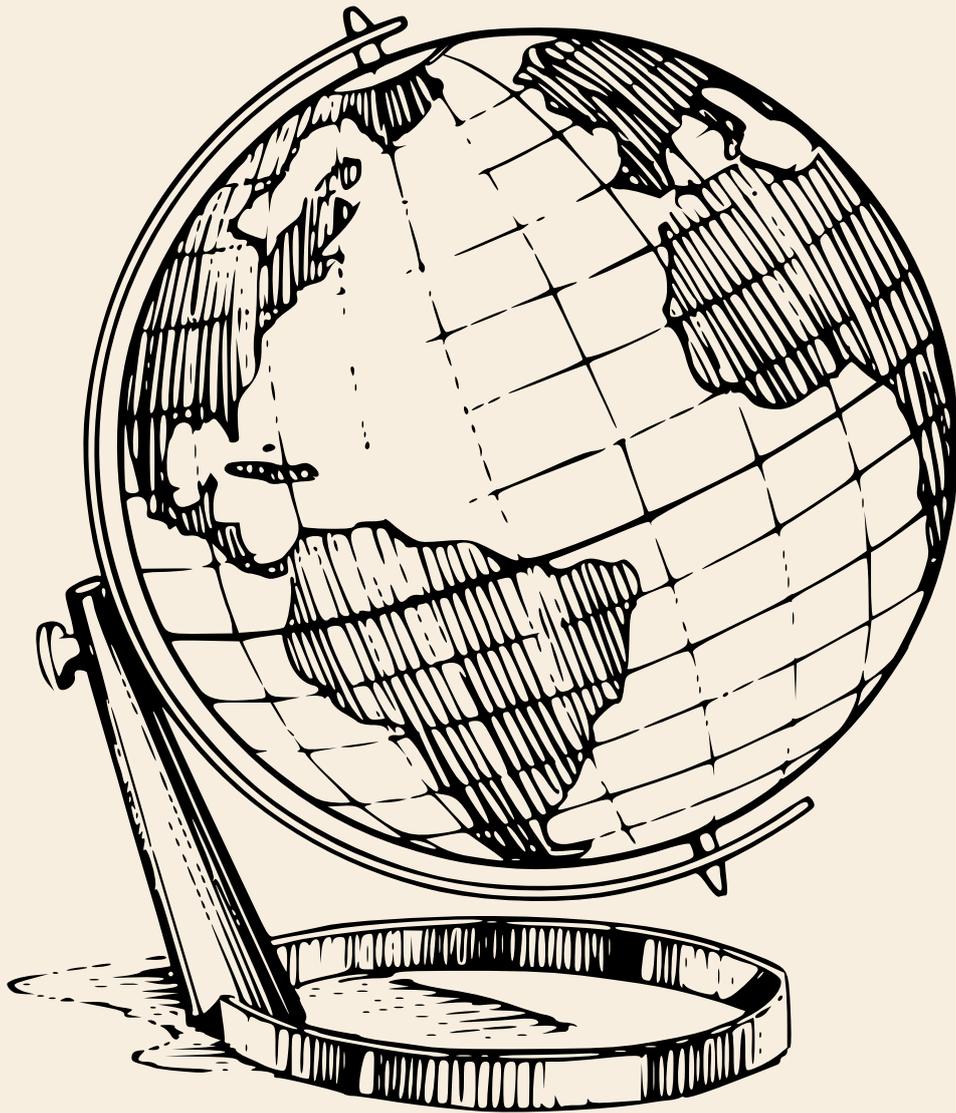


L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE



DE L'IAE SMB

L2 ESPRI

Octobre 2024

SOMMAIRE

Amérique du Nord	<i>Page 3</i>
Amérique du Sud	<i>Page 4</i>
Europe	<i>Page 4-5</i>
Asie	<i>Page 5-6</i>
Moyen-Orient	<i>Page 6</i>
Afrique	<i>Page 7</i>
Golfe d'Aden	<i>Page 8</i>
Fiche pays : Somaliland	<i>Page 9</i>
Fiche pays : Turquie	<i>Page 10-11</i>

L'ÉDITO

Alors que nous entamons les deux derniers mois de cette année mouvementée, l'ensemble de la rédaction vous propose une série d'articles abordant les dernières grandes actualités ainsi que des sujets davantage méconnus.

Au programme de ce second numéro : un sous-marin défectueux dans l'Empire du Milieu, le Vieux-Continent qui penche à droite et même une prise d'otage dans le Golfe d'Aden !

Notre observatoire vous emmènera également en Turquie, en Russie et au Somaliland, ce pays qui n'existe pas.

Nous espérons qu'il enrichira votre compréhension des enjeux géopolitiques actuels et que vous prendrez autant de plaisir à le lire que nous en avons eu à le concevoir.

Camille Houssemand, Nina Mermillod-Anselme, Tilana De Lorenzi, Evan Karreira Ribiollet

AMÉRIQUE DU NORD

Boom des échanges USA-Mexique : Le terrain devient miné pour l'économie chinoise.

Depuis la crise financière des subprimes, les Etats-Unis ont commencé à perdre le leadership qu'ils détenaient depuis la fin de la Guerre Froide. La Chine se revendique alors comme nouveau concurrent pour la place de première puissance mondiale.

Dans cette course à la supériorité, les États Unis ont commencé à tourner le dos à « l'usine du monde » pour relocaliser ses productions et ne plus être dépendants de son adversaire direct. Les récentes mesures protectionnistes de l'administration Biden et les taxes imposées sur les produits venant de Chine en sont un exemple probant, et elles devraient continuer d'augmenter dans les prochaines années. Ainsi c'est une véritable "guerre commerciale" que les Etats Unis lancent avec la Chine en augmentant les droits de douane de 25% à 100% sur certains secteurs des véhicules électriques et des panneaux solaires.

Finalement, le grand gagnant de cette rivalité pimentée, c'est le Mexique. En effet, de nombreux accords ont été signés entre les deux pays, notamment le T-MEC (anciennement ALENA). Ces accords avantageux découlent principalement de la proximité géographique et des bonnes relations entre ces 2 pays. Depuis peu, le Mexique est devenu le premier partenaire économique des Américains avec pas moins de 236 Ma de \$ de marchandises échangées, devant le Canada (210 milliards de \$), puis la Chine (203 milliards de \$).

Même si le Mexique fait face à de nombreux défis dont l'extrême pauvreté et un niveau important de criminalité. Il détient tout de même une certaine stabilité politique grâce aux dernières réformes économiques qui permettent de rassurer les entreprises et d'encourager les investissements à long terme.

Dans un contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine qui démontre l'importance d'une autosuffisance, le Mexique fournit d'importantes quantités de gaz aux Etats-Unis en échange de denrées alimentaires et laissent place à de futurs projets d'énergie renouvelable. Les délais de livraisons plus courts, la main-d'œuvre moins chère au Mexique, et la réduction de la dépendance au commerce chinois sont les principales motivations américaines.

Ainsi, par ces revirements d'alliances économiques, on observe une relance du dynamisme de l'organisation nord-américaine, et une riposte de la Chine vers son allié russe...



AMÉRIQUE DU SUD

Lula absent au Sommet des BRICS : Chute Domestique ou Glissade Diplomatique ?

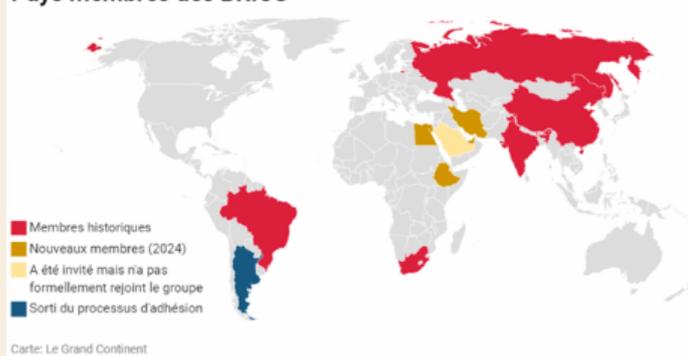
Créé en 2003 à l'initiative du Brésil, les BRICS sont un regroupement de coopération de pays émergents, ou des sujets politiques, économiques et culturels tels que le désendettement ou l'écologie sont abordés.

En 2024, le sommet annuel des BRICS+ a lieu à Kazan en Russie. Il se déroule du 22 au 24 octobre. Lors de cet événement, les dix membres fondateurs sont conviés : Russie, Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud ainsi que l'Iran, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Éthiopie et l'Égypte intégrés début 2024. Au total, une quarantaine de représentants de pays du Sud Global sont invités à y assister, membres ou non. Néanmoins, le président Brésilien Lula manque à l'appel, retenu par un problème de santé.

Or, cette absence n'est pas sans interroger au vu des désaccords que le Brésil entretient avec les autres pays membres.

À l'initiative de sa création, le Brésil s'oppose désormais à l'élargissement de la conférence diplomatique. Cela réduirait son influence à son sein. Au départ, le pays était une puissance émergente dominante. Aujourd'hui, la Chine est le principal leader et entend amplifier son influence. Seuls deux membres étaient très favorables à l'élargissement du début d'année : la Chine et la Russie avec son slogan "*Strengthening multilateralism for just global development and security*". Et, à Kazan, la volonté de s'étendre émerge à nouveau. Le nombre important d'invités de V. Poutine traduit sa volonté d'attirer de nouveaux membres.

Pays membres des BRICS



De plus, la Chine et la Russie expriment le souhait de créer un ordre alternatif anti-occidental. Moscou aimerait aller jusqu'à créer une monnaie d'échange spécifique aux BRICS+. Mais de son côté, le Brésil veut maintenir son multi-alignement sur la question.

Le fait que Lula ne se présente pas au sommet fait donc ressurgir les divergences des objectifs des pays membres. La vision brésilienne diffère de celle de Xi Jinping et de Vladimir Poutine. La voie que prend l'évolution des BRICS+ est donc encore incertaine et en débat.

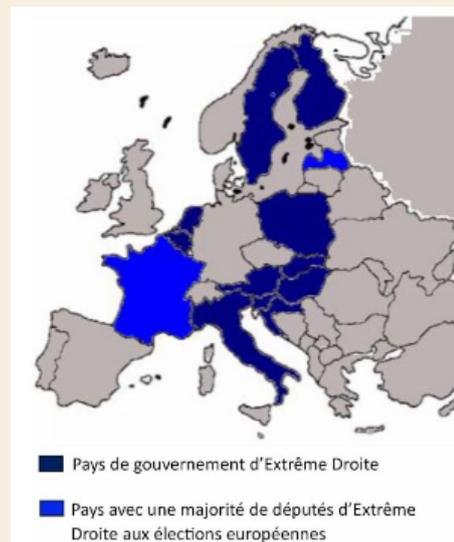
Maëlle Fraisse, Louise Augagneur, Hana Souati

EUROPE

Extrême droite en Europe, une tendance uniforme ?

Le 28 septembre 2024, en Autriche, un chant nazi avait été repris aux funérailles d'un ancien élu du parti d'extrême droite.

L'extrême droite progresse rapidement en Europe depuis ces dernières années. Cela se constate aux élections législatives de 2023 à 2024. Plus récemment en Autriche, le FPÖ (parti d'extrême droite autrichien) a célébré sa première victoire avec 28,8 % des voix. En Italie, Giorgia Meloni a accédé au pouvoir en 2022 grâce à sa coalition d'extrême droite et un phénomène similaire s'est produit aux Pays-Bas pour le PVV (Parti pour la liberté) aux élections de 2023. Des gouvernements d'extrême droite sont également désormais en place en Belgique, Finlande, Slovaquie, Suède, Hongrie et Croatie. Les élections européennes ont parallèlement été touchées par cette tendance, avec le RN en France détenant 30 des 81 sièges, et Fratelli d'Italia possédant 41 sur 76 sièges. Cette évolution politique est d'autant plus significative que certains pays ont voté pour l'extrême droite pour la première fois de leur histoire.



Adoptant globalement des idées et positions identiques, on retrouve dans les discours de l'extrême droite européenne (EDE), la volonté de rétablir une prédominance nationale dans les questions migratoires et frontalières. Marine Le Pen (RN) souhaite ainsi la sortie de Schengen afin d'empêcher la libre circulation pour restaurer des contrôles aux frontières.

Après l'immigration, le populisme d'ultra droite s'attaque à la "bureaucratie bruxelloise" et aux règles économiques européennes, jugées corrompues pour les uns et trop sévères pour les autres. Côté société, la mode est au conservatisme, voire à l'illibéralisme. A l'instar de "Vox" en Espagne, l'EDE s'acharne donc sur la critique des droits LGBTQ+, de l'accès à l'IVG, etc. Au même titre que la situation climatique, la guerre en Ukraine, est absente des discours populistes... Au contraire, la réserve de l'EDE sur la situation se mut parfois en opposition aux sanctions russes, de quoi questionner leur intégrité...

Le positionnement dans le conflit russo-ukrainien diffère selon les partis ; Fratelli d'Italia, allié de l'OTAN soutient l'Ukraine contrairement à Viktor Orban premier ministre hongrois qui refuse de signer les sanctions. La proximité entre le RN et Poutine semble moins évidente suite à l'invasion en Ukraine, le parti cherche à concilier son ambition électorale avec la condamnation de l'invasion. Il est clair que les droites radicales européennes peinent à s'allier en raison de divergences stratégiques et idéologiques. La création de différents partis transnationaux peut faire l'objet de rivalités entre l'ECR et ID (identité et démocratie), tous deux composés de l'Italie, l'adhésion à ces alliances peut diviser l'extrême droite au sein même des pays. Par ailleurs, la continuité idéologique de certains partis aux régimes autoritaires et nationalistes s'oppose à la volonté de la droite radicale de se détacher des attributs tels que le fascisme ou le nazisme. Ces partis fondent leur discours sur un rejet de l'UE. Le RN et l'UKIP (royaume uni) souhaitent quitter l'UE contrairement à d'autres qui ne sont pas favorables à un retrait (parti danois). Certains souhaitent une révision des traités européens alors que d'autres une émergence d'une Europe.

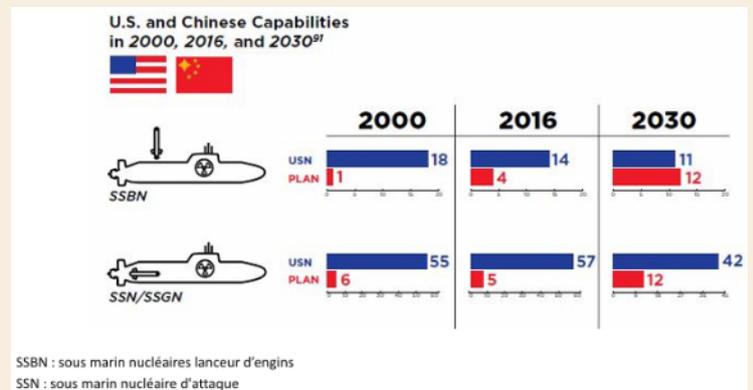
Ethan Roos, Aditi Lalji, Adèle Fouquier-D-Herouel

ASIE

Chine : Sombre journée pour la marine chinoise : le premier sous marin nucléaire nouvelle génération coule dans son chantier naval.

Il devait symboliser la montée en puissance de la marine chinoise, rivale directe de l'US Navy dans le Pacifique. Mais au lieu de s'imposer comme une prouesse technologique, le dernier sous-marin chinois à propulsion nucléaire a tragiquement sombré à quai, encore inachevé, dans un chantier naval près de Wuhan. Ce fiasco, survenu en juin, aurait pu rester un secret bien gardé si les services de renseignement américains ne l'avaient révélé, preuves satellites à l'appui, trois mois plus tard.

La Chine mène ainsi depuis plusieurs années une politique militaire de rattrapage par rapport aux USA. En effet, elle cherche dans un premier temps à les égaler militairement mais surtout à les dépasser dans le but d'affirmer son hégémonie dans les décennies à venir. Ce rattrapage passe donc par d'importantes innovations et une modernisation technologique. Cela semblerait déjà être un succès : la Chine est devenue en 2023 la plus grande marine du monde en termes de nombre de bâtiments.



Elle possède notamment 340 navires de combat contre 290 pour les américains, et souhaite porter ce nombre à 440 d'ici 2030. Mais cette avance numérique cache une réalité nuancée : l'arsenal américain reste aujourd'hui largement supérieur en termes de qualité et d'efficacité.

Les américains possèdent par exemple 11 portes avions nucléaires CATOBAR* contre seulement 3 portes avions STOBAR pour les chinois. Le naufrage de ce nouveau sous-marin nucléaire illustre une situation complexe derrière les chiffres impressionnants de la puissance militaire chinoise. En effet, leurs forces numériques ne cessent d'augmenter mais la majorité de ces technologies ne sont pas comparables aux technologies américaines.

Par sa politique militaire expansionniste, la Chine affirme sa puissance dans la mer de Chine méridionale. Des enjeux commerciaux et stratégiques régissent cette mer qui relie les océans Pacifique et Indien et est un passage clé du commerce maritime mondial. Taïwan et la République Populaire de Chine revendiquent tous deux la totalité de cette zone. Cette situation crée des tensions fortes entre les deux acteurs et les pays voisins comme le Vietnam et la Thaïlande. Pékin construit des îlots et militarise de plus en plus la zone. Ce comportement pourrait à terme mener à un conflit régional entre les puissances proches de la Chine au sujet de la liberté de navigation et de la souveraineté maritime.

**CATOBAR / STOBAR : système de décollage d'avions embarqués à l'aide de catapultes / tremplins, qui ont des conséquences sur la capacité finale de projection de puissance.*

Antoine Huber, Eva Poutrel, Timéo Van-hamme

MOYEN-ORIENT

Nasrallah : le phoenix du conflit au Moyen-Orient.

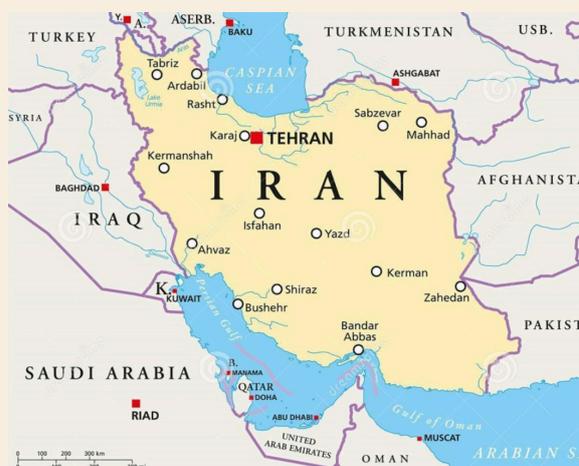
Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah a été assassiné par une frappe israélienne le 27 septembre 2024. Le Hezbollah, principalement situé au Liban est une milice armée solidaire à la Palestine. Celle-ci a été créée par l'Iran en 1982, et constitue un outil clé pour étendre son influence islamique chiite et marquer son opposition à Israël.

Cette actualité impacte la politique de dissuasion de l'Iran et est à l'origine de nombreuses divisions au sein du régime iranien. Certains sont partisans d'une confrontation directe avec Israël comme l'Ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la révolution islamique. D'autres sont plutôt en faveur d'une négociation avec l'Etat hébreu.

Le 1er octobre, une riposte iranienne de plus de 320 roquettes vise Israël. L'objectif consiste à ne pas présenter l'Iran comme un pays faible et/ou vulnérable face à la perte du leader de leur milice. Les dirigeants ont également multiplié les discours à la suite de la mort de H. Nasrallah pourtant il ne semble pas y avoir de ligne directrice quant à la suite des événements.



Hassan Nasrallah



Alamy Images

En effet, il existe un contraste marqué entre les menaces de « destruction » contre Israël, proférées par le vice-président Mohammad Reza Aref et la demande de l'Iran d'organiser une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette demande vise à « prévenir une guerre totale dans la région », selon les termes utilisés dans la lettre adressée à l'ONU par l'ambassadeur iranien. La priorité reste la survie du régime car une escalade du conflit pourrait lui être fatale.

Enfin, la mort d'Hassan Nasrallah pourrait être utilisée par l'Iran pour justifier un renforcement de ses interventions militaires dans d'autres théâtres d'opérations, comme en Syrie ou en Irak, consolidant ainsi son rôle de défenseur du chiisme et de la résistance contre Israël et les États-Unis.

L'Iran serait-elle piégée par la création du Hezbollah, et victime de ses opérations ?

Ronzani Alizée, Bianchi Carla, Boultif Sirine

AFRIQUE

Francophonie ou cacophonie ?

Le XIXe sommet de la francophonie organisé ce vendredi 4 octobre à Villers-Cotterêts (Aisne), a réuni de nombreux dirigeants des quatre coins du monde à l'initiative du président français Emmanuel Macron, afin de mettre à l'honneur cet outil menacé de la diplomatie française à l'étranger.



Organisation Internationale de la Francophonie

"Je crois profondément que la francophonie, oui, est un lieu où nous pouvons ensemble porter une diplomatie qui défend la souveraineté, l'intégrité territoriale partout à travers la planète (...)". Ici dans son discours d'ouverture, Emmanuel Macron associe la francophonie et l'intégrité territoriale, une idée qui peut être oxymorique lorsque l'on se souvient du passé colonial de la France en Afrique. Le sommet organisé par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) permet à tous les Etats membres de se réunir autour du slogan « Créer, innover et entreprendre en français ». Le but étant de promouvoir l'équité et d'éviter les tentatives d'hégémonie dans un groupe composé majoritairement de pays lassés de la politique néo-colonialiste des occidentaux.

C'est cependant l'occasion pour la France d'essayer de recréer des liens grâce à des réunions bilatérales à l'Elysée. Cette politique se heurte à des limites matérialisées notamment par l'absence des trois pays bannis de l'OIF: le Mali, le Niger, et le Burkina Faso.

Ce sommet a connu plusieurs réussites notables, dans les domaines de l'éducation, de la coopération internationale, et de l'innovation. Tout d'abord, le château de Villers-Cotterêts, lieu symbolique du sommet, a été choisi pour abriter un collège international dès 2025.

Ce centre formera des enseignants de français afin de diffuser la langue française et la culture francophone à travers le monde.

Aussi, le sommet a permis à cinq nouveaux membres d'acquérir le statut d'observateurs : la Nouvelle-Écosse, l'Angola, le Chili, la Sarre et la Polynésie française. Pour soutenir la jeunesse et l'employabilité, 3 mesures majeures ont été adoptées. Par exemple, la création d'un programme de mobilité pour les jeunes diplômés, qui permettra de faciliter les échanges entre 1 100 universités et centres de recherche dans 120 pays. De plus, les nombreux appels à la création d'un espace numérique commun ont permis d'établir une coopération forte et de lutter contre les phénomènes de haine en ligne en Afrique.

Enfin, bien que pleine d'ambition et de bonne volonté, Paris peine à maintenir l'influence politique sur le continent africain. Aujourd'hui la francophonie apparaît comme un outil diplomatique affaibli, révélant les limites d'une union fragilisée. Cette rencontre met l'accent sur des zones d'ombres et d'échecs de la diplomatie française. Par exemple, le conflit entre le Rwanda et la RDC refait surface et la francophonie se trouve impuissante et incapable de faire le lien entre deux pays refusant de dialoguer. Se pose aussi la question de la Guinée, récemment réintégrée dans l'OIF malgré les tendances autoritaires du régime actuellement au pouvoir. Initialement prévu pour organiser son rayonnement stratégique à l'étranger, ce sommet souligne le rôle instable de la francophonie, aujourd'hui clairement remise en question par l'essor de la langue anglaise, la croissance démographique africaine et la méfiance qui s'installe progressivement sur le continent. Finalement la francophonie n'est plus un outil de leadership mais plutôt un facteur de coopération.

Adélaïde Bachelet, Elise Baumet, Alice Peyremorte

GOLFE D'ADEN

Journal de bord : Un Englishman pris en otage par des pirates dans le Golfe d'Aden.

13 Mars 2024, Golfe d'Aden

Vent : Force 6

Allure : 25,0 nds

Humidité relative : 58%

Temps : RAS



Cet évènement est issu de faits réels.

"Faites passer ce message à tout le monde parce qu'ils sont en train de nous enlever nos téléphones portables. Le mot de la fin est que, si on ne leur verse pas l'argent, ils commenceront à nous tuer un par un." Écrit l'officier en chef du navire MV Abdullah, Atiq Ullah Khan, à sa femme. Tandis que le navire bangladais fendait les eaux tumultueuses du Golfe d'Aden, de petites embarcations rapides ont surgi comme des ombres menaçantes à l'horizon. "Pirates !" a hurlé un des 23 marins à bord du bateau. Le temps sembla alors se figer et en un instant, tout bascula. Les moteurs rugirent dans une tentative désespérée d'accélérer, mais c'était déjà trop tard, les pirates somaliens envahissaient le pont. La terreur est présente sur le navire qui transportait du charbon vers les Émirats Arabes Unis. Malgré les paroles rassurantes contenues dans les messages adressés aux familles, on sent poindre l'anxiété et la peur des marins.

Quand un bateau transite par le Golfe d'Aden, il devient une proie pour les pirates somaliens. Actuellement, quatre groupes sillonnent la zone à la recherche de bateaux chargés de denrées alimentaires ou de matières énergétiques. On savait déjà que 23 bateaux entre janvier et mars 2024 avaient été pris pour cibles. Cependant malgré les risques, nous sommes contraints de passer par cette route maritime qui représente 40% du trafic mondial et qui est la voie la plus rapide.

Nous avons remarqué l'émergence de « quasi-États » ou « proto-États » dans la zone grâce au financement de la piraterie dans la Corne de l'Afrique. Ce qui paraît compliqué c'est tout effort de stabilisation de la région à cause de ces entités locales qui financent leurs activités à partir de l'argent extorqué. Notre passage devient compliqué à cause de la détérioration des relations commerciales, l'affaiblissement des États côtiers et l'augmentation des coûts pour les opérateurs maritimes.

Des efforts internationaux sont tout de même fournis, on voit à travers la mer les missions et les bateaux qui patrouillent. Je me rappelle de l'opération Atalante en 2008, une mission militaire et diplomatique lancée par la France et réalisée par l'Union européenne. Entre 2009 et 2012, 294 navires au total ont été escortés par les forces européennes. Il est possible aussi de citer la Combined Task Force 151, force multinationale créée en janvier 2009, dont les navires sillonnent encore le Golfe. Cependant, malgré les efforts fournis, les problèmes persistent et les pirates s'adaptent et multiplient les attaques éclairs pour échapper aux patrouilles contre nos bateaux.

Le Golfe d'Aden est bien plus qu'une simple voie de passage, il est le théâtre d'une bataille pour les contrôles des mers. C'est un bras de fer constant pour nous dans lequel se dessine l'avenir de l'une des routes maritimes les plus stratégiques.



Indian Navy via AP.

Noélie Furin, Oumaïma Belatit, Anna Robin, Léane Dumont

SOMALILAND



Informations générales

Nom complet : République du Somaliland
Capitale : Hargeisa
Nombre d'habitants : 6 200 000
Religion d'Etat : Islam (toute promotion d'une autre religion est interdite par la constitution)
Forme de l'Etat : République présidentielle
Langues officielles : Somali, Anglais, Arabe

Histoire



C'est une ancienne colonie britannique. En 1960 elle fusionne avec la Somalie italienne pour former la Somalie. Dans les années 1980 une rébellion menée par le Mouvement National Somalien (SNM) éclate et conduit à une guerre civile (1978-1991). L'indépendance du Somaliland est auto-proclamée le 18 mai 1991

SOMALILAND le pays qui n'existe pas



Géographie

- Situé dans la corne de l'Afrique
- Frontières communes avec : Djibouti, Éthiopie, Somalie
- Ouverture sur la mer Rouge
- Chaîne de montagne : monts golis

Politique internationale

Absence de reconnaissance de la communauté internationale. Pays revendiqué par la Somalie et reconnu par la communauté internationale comme un État fédéré de la République fédérale de Somalie. Entretient néanmoins des relations diplomatiques avec l'Éthiopie, Djibouti, le Royaume-Uni, l'Union européenne...

Aide humanitaire : OIM, handicap international, Oxfam



Le défi climatique

Durement touché par la crise climatique alors qu'il est faiblement émetteur. Invasions de criquets, manque d'eau, sécheresse et décès du bétail. -> Pauvreté des éleveurs, nécessité de changement d'activité économique pour qu'elle soit compatible avec le changement climatique.



Economie

- Monnaie : shilling du Somaliland
- Budget fédéral : moins de 500 millions de dollars
- Activité économique : exportation de bétail, dromadaires, télécommunications et khat
- PIB nominal : 2,573 milliards
- Activité portuaire : Berbera
- Ressources : minières et pétrolières



Effectifs militaires

- 100 000 membres + 4 000 réservistes
- Armes anciennes car touché par l'embargo en Somalie
- 35-85 chars de combats (années 70)
6 véhicules blindés
- 100-200 lances roquettes
- Tensions fréquentes avec l'État du Puntland (État autonome de Somalie) depuis 1998, conflits de souveraineté

TURQUIE

Géographie et démographie

Population	84,8 millions d'habitants (2021)	
IDH (Indice de Développement Humain)	0,838 (2021)	
Capitale	Ankara	
Situation géographique	<ul style="list-style-type: none"> • Entre la mer Noire et la mer Méditerranée • À cheval entre l'Asie Occidentale et l'Europe du Sud-Est • Zone à fort risque sismique 	
Religion(s)	Constitution- pays laïc - 90% musulmans (majorité sunnite)	

Économie

Rang économique mondial	20ème PIB mondial	
PIB (Produit Intérieur Brut)	862 milliards \$	
Inflation	44,3% (fin 2022)	
Dettes publiques	43,6% (fin 2020)	
Monnaie	Livre turque	

Politique

Régime politique	République	
Chef de l'État et du gouvernement	M. Recep Tayyip ERDOĞAN	

Zones de tensions	Tensions en Libye, en Syrie, conflit figé en Chypre	
Problématiques internes	Problématiques avec les population kurdes	
Opex (Operational Expenditure)	Lutte anti-terroriste dans le Nord de l'Irak	
Alliances régionales	<ul style="list-style-type: none"> • OTAN • Candidate pour le BRICS+, agrandissement en Octobre 2024 	
Politique extérieure - action internationale -	Ouverture vers le monde musulman	

Jeanne Berruet-Zorelle, Marwan Benmbarek, Manon Branfaux